

# Rhône-Alpes : faire face à la crise

Rhône-Alpes n'est pas épargnée par la crise. Aussi, dès octobre 2008, l'ensemble des CCI se sont mobilisées pour accompagner les entreprises en difficulté. Des enquêtes de conjoncture ont notamment permis de mieux rendre compte des situations vécues sur le terrain. Quels enseignements en tirer ? Comment les différents secteurs de l'économie régionale se trouvent-ils affectés ? Quels dispositifs ou stratégies permettront de surmonter cette période difficile ?



Tous les indicateurs en témoignent : la baisse d'activité se fait nettement ressentir dans les différents territoires de Rhône-Alpes. Afin de suivre cette évolution au plus près et de mettre en place les

de Rhône-Alpes ont mis en place un panel de conjoncture. Objectif de l'action : mesurer avec précision l'impact de la crise pour l'économie rhônalpine, afin de permettre des prises de décision adaptées. "Dès le début

et cela a été capital", affirme Jean-Paul Mauduy, président de la CRCI Rhône-Alpes. "Le réseau des CCI s'est tout de suite mis en action pour trouver des solutions afin de faciliter le rebond de notre économie." Depuis décembre dernier, près de quatre cents TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services sont ainsi interrogées tous les mois par téléphone dans l'ensemble des CCI de Rhône-Alpes. Premiers constats : en février, 56 % des entreprises déclarent avoir enregistré une

baisse de leur chiffre d'affaires sur un an, et 60 % s'attendent à un recul dans l'année qui vient. L'enquête révèle une hausse des impayés et surtout le manque de visibilité des dirigeants pour les mois à venir.

**66 % des entreprises comptent maintenir leurs effectifs au cours des trois prochains mois.**

réponses adaptées, la Chambre régionale de commerce et d'industrie (CRCI) et les CCI de la crise, la mobilisation, à commencer par celle de l'État, a été très importante,

### **Des disparités par secteur\***

Les secteurs les plus touchés sont le commerce de gros (75 % des entreprises ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires en février par rapport à janvier 2009), l'automobile (68 %), le transport (75 %), l'industrie (64 %) et le BTP (52 %).

## Questions à Jacques Gérard, préfet de la région Rhône-Alpes



### **Quel a été le sens de l'action de l'État devant la situation de crise ?**

Face à une conjoncture dégradée, l'État a décidé d'agir vite et fort. Ces mesures ont été déclinées dans notre région, au plus près des besoins des entreprises. Cet accompagnement se veut adapté,

réactif et innovant, et comprend quatre types de mesures :

- . la prévention en amont pour les PME en difficulté, par la mise en place par la DIRE Rhône-Alpes d'un "parrain PME" chargé d'accompagner et de conseiller les entreprises ;
- . l'allègement des contraintes de trésorerie des PME en difficulté grâce à une forte implication des services de l'État chargés d'examiner au mieux et au plus vite les situations difficiles, notamment au regard des obligations fiscales et sociales ;
- . la mise en place d'un dispositif de médiation du crédit, qui s'intègre au plan de soutien de l'activité pour se concentrer sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques.

L'objectif de ce dispositif est clair : ne laisser aucune entreprise seule quand elle est confrontée à un problème de financement ;

- . la mise en place d'une cellule de suivi de l'économie, que je préside et qui a pour objectif de veiller au bon fonctionnement de ce plan de soutien et de faire remonter l'ensemble des difficultés rencontrées par les entreprises sur le terrain.

En complément de ce refinancement de l'économie, l'État a décidé de soutenir l'économie par l'investissement. Le 4 décembre 2008, le président de la République et le gouvernement ont initié un plan de relance d'envergure, sans précédent depuis vingt-cinq ans. Ce plan, articulé autour d'axes forts, comprend une série d'actions très concrètes en direction des entreprises. Il s'agit d'abord d'améliorer leur trésorerie. Pour cela, l'État remboursera par anticipation dès ce début d'année leurs dettes aux entreprises : le crédit d'impôt recherche, des crédits de TVA... Il s'agit également de provoquer l'accélération des investissements de l'État pour 2009.

### **Comment le plan de relance national se matérialise-t-il en Rhône-Alpes ?**

Pour la région Rhône-Alpes, une enveloppe d'environ 340 millions d'euros est réservée pour lancer rapidement de nouveaux projets d'investissement : travaux publics routiers, ferroviaires et fluviaux, rénovation de constructions universitaires, restauration de monuments historiques, réhabilitation d'établissements médicaux et sociaux, opérations de rénovation urbaine... Je peux citer des travaux particulièrement importants, comme la sécurisation du tunnel du Fréjus (50 millions d'euros en 2009), le renforcement de l'autoroute A 7 dans le Rhône (3,5 millions d'euros en 2009), ou encore le raccordement tunnel pour le TGV de Valence (5 millions d'euros en 2009).

Ces mesures doivent permettre d'apporter une réponse aux problèmes que rencontrent les entreprises, aussi bien en garantissant leur accès au crédit qu'en relançant l'investissement.

## DRÔME

## Groupe Courbis : "La crise, nous n'y participerons pas."

"Je suis serein car la baisse d'activité que nous connaissons n'est pas due à des erreurs stratégiques", explique Hervé Courbis, PDG du groupe éponyme, à Romans-sur-Isère. Le plasturgiste, qui emploie 250 salariés, évolue sur des marchés très diversifiés : spatial, aéronautique, pétrole, énergies nouvelles, automobile, véhicules industriels... "Cette crise est sérieuse et brutale ; nous souffrons comme tout le monde, admet Hervé Courbis. Je n'embauche plus, mais je me refuse pour l'instant au chômage technique. Nous travaillons actuellement 32 heures par semaine car nous avons annualisé le temps de travail." L'entreprise reste par ailleurs très active sur le plan commercial. Plusieurs projets sont en cours pour 2010. "Nous n'avons pas non plus réduit nos budgets en R & D car c'est maintenant qu'il faut préparer l'avenir. Nous profitons du temps libre pour former les salariés. Cette crise a du bon, elle nous oblige à nous remettre en cause, à retrouver du bon sens. Le message que j'adresse à mes salariés ? La crise, nous n'y participerons pas !"

La Fédération nationale des transports routiers Rhône-Alpes annonce une réduction de l'activité de 10 à 40 % en volume pour l'année 2009. Du côté des industries mécaniques, on assiste à une baisse des carnets de commandes de 30 %, voire de 50 %, chez les sous-traitants de l'automobile. Dans la plasturgie, la baisse d'activité attendue en 2009 est de l'ordre de 5 à 20 %.

D'autres secteurs résistent mieux. La majorité des commerces de détail ont ainsi connu une hausse de leur chiffre d'affaires en janvier par rapport à la même période l'an dernier. Les soldes d'hiver ont été dans l'ensemble assez positifs. Dans la Loire, les marchés de l'énergie et du médical restent pour

le moment dynamiques. En région grenobloise, la saison touristique hivernale a été plutôt positive. Les services informatiques et les marchés liés à l'énergie, notamment les énergies renouvelables, sont eux aussi bien orientés en ce début d'année. Le secteur informatique rhônalpin table même sur une progression d'activité pouvant aller jusqu'à 10 %.

### Les défaillances augmentent, les créations se maintiennent

Sur le front de l'emploi, 66 % des entreprises comptent maintenir leurs effectifs au cours des trois prochains mois. La tendance est même au recrutement dans les services informatiques, tout comme dans certaines entreprises du BTP et ●●●



## SAVOIE

## À l'écoute des entreprises en difficulté

Reprenneur en 1998 de la société de reprographie Reprolac, au Bourget-du-Lac, Armel Blanc a une certaine expérience des coups durs. Après un dépôt de bilan en 2003, il met sa société sur de nouveaux rails. Aujourd'hui à la tête de trois entreprises (Reprolac, Comme une image et les éditions La Page blanche), il s'appuie sur son expérience pour aider les entrepreneurs en difficulté. Membre actif du comité Entr'aide, un dispositif mis en place en 2007 par Savoie Sauvegarde, une association indépendante, Armel Blanc met en garde les chefs d'entreprise : "N'hésitez pas à demander de l'aide. Avoir des difficultés n'est pas une maladie honteuse." Le comité Entr'aide, qui regroupe une vingtaine de chefs d'entreprise et d'experts, reçoit chaque vendredi les entrepreneurs, gratuitement et en toute confidentialité. Il les oriente ensuite vers un juriste ou un expert-comptable, selon leur situation. "Mais le plus important, c'est l'écoute et le soutien psychologique que l'on peut apporter à ces patrons, estime Armel Blanc. Le but reste de prévenir les difficultés."

●●● le commerce de gros. Les sociétés contraintes de réduire leurs effectifs limitent en priorité CDD et intérim, avant d'envisager des licenciements ou du chômage partiel. De manière générale, on relève

64 % des entreprises de la région considèrent que leur situation est encore satisfaisante en février, et 82 % d'entre elles ne constatent pas de dégradation des conditions de financement par les

*“La crise oblige les entreprises à revenir au bon sens et aux principes de base.”*

aussi une augmentation des défaillances d'entreprises (14 % en Rhône-Alpes en 2008 par rapport à l'année précédente, selon Euler Hermès SFAC). La région grenobloise, qui avait connu dans les cinq dernières années un niveau record de créations d'entreprises, enregistre aujourd'hui une hausse importante du nombre de défaillances. Toutefois, dans l'ensemble, le rythme de créations en Rhône-Alpes reste soutenu, en augmentation de 1,3 % (source : APCE-Insee). S'agissant de la trésorerie,

banques. De même, malgré les difficultés, les investissements se poursuivent. En mars, parmi les 38 % des entreprises qui avaient des projets d'investissement pour les trois prochains mois, 79 % entendaient les maintenir. Les 21 % qui souhaitaient les abandonner expliquent que ce choix est dû en priorité à une baisse d'activité, le refus de financement des banques n'intervenant que dans 7 % des cas. Le ralentissement de l'activité contraint par contre 48 % des entreprises à sous-utiliser leurs capacités de production.

### **Ne pas céder au pessimisme ambiant**

Dans ce climat d'incertitude, les entreprises rhônalpines ne baissent pas les bras. Celles qui évoluent sur un marché de niche poursuivent leurs investissements. D'autres imaginent des solutions pour passer le cap et tentent de profiter de toutes les opportunités.

Acquisition de deux nouvelles machines en fin d'année dernière, rénovation du site Web en janvier, recrutement d'un ajusteur en février, participation au salon RIST de Valence en mars... : crise ou pas, Thierry Noyel, le gérant d'AMDI, a décidé de tracer son chemin. Fabricant de moules et de prototypes, la société AMDI (CA 2008 : 1,4 M€ ; 12 salariés, Belleville, dans le Rhône) est positionnée sur des marchés de niches. Présent essentiellement sur le marché de l'automobile à sa création en 1997, le plasturgiste a, depuis 2001, diversifié ses débouchés. S'il est touché comme d'autres

sociétés de son secteur, le dirigeant ne compte pas modifier sa stratégie à moyen terme. Même sérénité chez le plasturgiste Courbis, à Romans-sur-Isère (Drôme). “La crise a cela de positif qu'elle oblige les entreprises à revenir au bon sens et aux principes de base”, annonce le PDG, Hervé Courbis. “Les marchés se réorganisent. Pour nous, c'est une opportunité. Certes, nous souffrons de la crise comme tout le monde et nous avons stoppé les recrutements. Mais nous restons très actifs en R & D et nous poursuivons notre quête de nouveaux marchés.”

“Nous traversons une crise sans précédent”, admet pour sa part Philippe Mattia, fondateur avec Marc Donikian de Maya Technologies (42 salariés), une société d'ingénierie en électronique et systèmes embarqués créée en 2007 à Grenoble. “Nous sommes touchés, mais nous ne céderons pas au pessimisme ambiant. Nous demandons aux salariés de

## **AMDI investit dans l'avenir**

Spécialisée dans l'étude et la fabrication de prototypes et de petites séries en plasturgie ainsi que dans l'usinage haute technologie, AMDI travaille aussi bien pour l'automobile que pour l'aéronautique, le médical ou l'électronique. “Notre activité est touchée par la crise puisque nous évoluons dans l'industrie”, précise Thierry Noyel, gérant d'AMDI. “En même temps, nos propres clients, des sociétés de moins de cent salariés, mettent tous les moyens en œuvre pour sortir de nouveaux produits. Donc nous les accompagnons dans leurs projets.” AMDI ne baisse pas les bras : investissement dans de nouveaux matériels, poursuite des essais de nouvelles matières et développement du commercial, avec notamment la participation à plusieurs salons. Thierry Noyel reste optimiste, d'autant qu'il a conservé le soutien des banquiers. “En tant que petite structure, nous devons faire preuve de réactivité. Nous avons en fait deux options : soit continuer à investir, soit disparaître.”



## HAUTE-SAVOIE

## Un dispositif anticrise

À l'instar des autres CCI, celle de Haute-Savoie a mis en place un dispositif de soutien aux entreprises. Il a pour but de les informer sur les dispositifs et les mesures mis en place par le gouvernement et d'analyser au cas par cas les besoins des entreprises : diagnostic, mise en relation avec les acteurs pouvant les aider (médiateur du crédit, Oséo, trésorier général), prestations d'accompagnement par la CCI (appui au développement commercial, démarche d'innovation, formation...). La CCI participe par ailleurs au dispositif mis en place par la préfecture. Elle est notamment membre de la commission départementale de financement de l'économie (CDFE). Ses missions : informer les acteurs économiques des mesures prises au niveau national et de leurs dispositifs, effectuer un diagnostic de la situation locale et, en particulier, du rétablissement du fonctionnement normal du marché du crédit aux entreprises, décliner au niveau local et suivre de manière précise et régulière les engagements pris par les banques au niveau national.

rester professionnels et motivés." Les collaborateurs de Maya Technologies jouent même un rôle de soutien moral auprès de leurs clients, qui continuent d'investir dans leurs projets de R & D pour préparer l'avenir. "Nous essayons de trouver des solutions pour qu'ils puissent mener à bien leur projet, sans toutefois brader nos solutions et savoir-faire. Nous leur accordons par exemple des délais supplémentaires de paiement. Nous sommes persuadés qu'à la sortie de la crise, ils se souviendront des efforts que nous aurons faits." Par ailleurs, chez Maya Technologies, les recrutements se poursuivent. Et les périodes de moindre activité sont utilisées pour former le personnel.

## Les CCI fortement mobilisées

Dans cette situation exceptionnelle, il est important que les entreprises confrontées de

plein fouet à des difficultés conjoncturelles puissent trouver des réponses à leurs inquiétudes. Dès les premiers signes de la crise, les CCI se sont ainsi montrées réactives en installant des dispositifs d'urgence pour analyser la situation sur le terrain et recueillir les indicateurs nécessaires. Dans la plupart des bassins d'emploi, une note est envoyée toutes les semaines au préfet de département pour signaler les difficultés rencontrées par les entreprises. Chaque CCI participe en outre activement au dispositif mis en place par les préfectures, notamment à la commission départementale de suivi des crédits.

Des dispositifs anticrise ont de surcroît été instaurés au sein des CCI, qui viennent renforcer les services de prévention existants : numéro de téléphone dédié, information sur les outils et les ●●●



## NORD-ISÈRE

## Eco-Stock : la crise, une opportunité ?

Société de conception et d'installation, Eco-Stock (CA 2008 : 1 M€, 7 salariés, La Tour-du-Pin) propose des solutions de stockage de produits spécifiques pour les déchetteries : armoires de stockage pour les déchets ménagers spéciaux, conteneurs pour le tri sélectif, collecteurs de piles, etc. Elle est aujourd'hui le leader national pour ces activités. Eco-Stock a élargi son offre aux déchets d'équipements électriques et électroniques en fin de vie (DEEE) en 2008. "La baisse de consultation des collectivités territoriales pour les autres conteneurs nous a poussés à chercher une activité complémentaire, explique Christophe Martinon, le gérant. Nous avons trouvé une nouvelle utilisation à des conteneurs existants pour le stockage des DEEE et équipé en 2008 une centaine de déchetteries sur un potentiel de 4 000." Pour Eco-Stock, la crise est aussi une opportunité : "L'un des plus grands fabricants français de conteneurs en apport volontaire, Ecovert environnement, a disparu. Nous avons donc racheté, en décembre, ses moules, modèles et marques. Avec notre savoir-faire, notre connaissance du marché et l'étendue de notre offre produits, nous pourrions répondre à toutes les demandes. Nous envisageons de recruter de 4 à 6 collaborateurs." Christophe Martinon prévoit de réaliser 1,2 M€ de chiffre d'affaires en 2009 et plus du double si l'activité qu'il vient de racheter se développe comme il l'espère.



**AIN**

## La plasturgie et le transport fragilisés

“Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 2008, nous traitons 30 procédures collectives par mois. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, nous en sommes à 60”, constate Robert Rabelle, président du tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse. “Et depuis la fin de l’année, nous commençons à recevoir, dans le cadre de la prévention, des entreprises de plus d’une centaine de salariés.” Dans l’Ain, deux secteurs sont particulièrement fragilisés : la plasturgie, avec un pôle directement lié à l’automobile et à l’équipement des camions, notamment, et le transport. “Les transporteurs ont souffert l’an dernier de l’augmentation du prix du fuel. Aujourd’hui, la baisse d’activité influe sur leurs propres charges puisqu’il y a moins de marchandises à transporter. Le bâtiment risque également d’être touché, avec l’avortement de certains projets.” Robert Rabelle espère que les effets de la crise s’estomperont à partir de septembre. En attendant, les entreprises doivent anticiper. “Elles viennent nous voir trop tard, quand le lien de confiance avec leurs banquiers et fournisseurs est déjà rompu.”

●●● mesures d’accompagnement, diagnostic au cas par cas... Ces consultations sont confidentielles et gratuites. À Saint-Étienne, une cellule de relance destinée aux entreprises rencontrant des difficultés financières est en place depuis le 19 novembre. Fin février, quatre cents un numéro d’appel accessible en toute confidentialité. Le dispositif de prévention des difficultés, qui fonctionne depuis plusieurs années, est plus que jamais en alerte. L’objectif est de rencontrer les chefs d’entreprise le plus tôt possible afin d’anticiper leurs difficultés. Après un audit de

*En matière de prévention, il faut s’y prendre le plus tôt possible.*

entreprises l’avaient déjà contactée. La CCI de Grenoble propose aux dirigeants un volet offensif : huit opportunités anticrise, à effets concrets et rapides. Même réactivité au Groupe Formation de la CCI, qui présente une offre adaptée et directement opérationnelle pour les entreprises et leurs salariés. De plus, elle a instauré un service de veille et d’appui associé à l’entreprise, un comité d’experts oriente le dirigeant vers le relais adéquat et établit des préconisations. Même dispositif à la CCI de la Drôme, qui, avec le service de prévention créé en 2005 et animé par Jean-Claude Girard, est aujourd’hui raccordé au service de médiation départemental. Il traite des difficultés propres aux TPE et assure le suivi de

## Sudlac : savoir piloter dans le brouillard

“La crise, nous ne devons pas la subir. Il faut garder le contrôle de son entreprise.” C’est la philosophie de Bruno Crosnier Leconte, président de Sudlac (CA 2008 : 1,7 M€, 10 salariés, Échirolles). “Tel un pilote d’avion dans le brouillard, il faut se stabiliser, savoir où l’on est et ensuite communiquer en direction des salariés, clients, fournisseurs et banquiers.” Sudlac fabrique des peintures pour le bâtiment et pour des marchés de niche, les serres et le marquage des lignes de stades. Elle exporte 36 % de son activité. Même si, pour l’instant, elle est encore peu touchée par la crise, elle a pris ses dispositions : ajustement des stocks de matières premières, resserrement du budget, traque aux dépenses inutiles... “Le personnel est associé à la démarche et s’engage pleinement dans cet état d’esprit, explique le dirigeant. Nous voyageons moins et essayons de voir les aides que nous pouvons obtenir à l’international. Nous avons aussi réduit, par exemple, la surface d’un stand lors d’un important salon à Amsterdam. Par contre, nous maintenons les budgets de formation et de R & D car il faut garder un temps d’avance !”

ces entreprises dans le cadre d'une cellule d'observation. Ce service les aide également à établir des stratégies et à rechercher d'éventuelles solutions de financement. En 2008, il a accueilli 61 TPE de plus que l'année précédente.

**Agir avant qu'il ne soit trop tard**  
Jean-Paul Mauduy le rappelle : "La CRCI et les CCI, les petites tout autant que les grandes, ont mis en place des moyens supplémentaires, créé des cellules de crise, organisé des accueils téléphoniques et physiques spécifiques. Dans ces circonstances, il est primordial que les chefs d'entreprise ne restent pas seuls, ne s'isolent pas, mais viennent rencontrer les conseillers de chaque CCI. Chaque entreprise qui commence à ressentir l'impact de la crise sur son activité – délais de paiement allongés, impayés, baisse des commandes, conditions de

paiement, relations tendues avec les banques... – doit savoir qu'elle peut, de manière anonyme, entrer en contact avec un conseiller qui saura diagnostiquer sa situation, lui apporter des informations sur les dispositifs anticrise, l'orienter vers les ressources appropriées. Et, si cela est nécessaire, lui proposer de l'accompagner dans ses démarches ou dans la mise en place de mesures préventives." Le diagnostic est en effet corroboré par tous les experts : en matière de prévention, il faut s'y prendre le plus tôt possible. Trop souvent, les entreprises arrivent lorsqu'il est déjà trop tard. La marge de négociation avec les banquiers ou les fournisseurs est alors réduite. Robert Rabelle, président du tribunal de commerce de Bourg-en-Bresse, insiste : "Des solutions existent, à condition que les entreprises fassent le premier pas. ●●●"



**ROANNE**

## Liabeuf et Sapin : savoir prendre les bonnes décisions

Entreprise de transport créée en 1945, Liabeuf et Sapin (175 salariés, Roanne) a connu ces dernières années des difficultés en raison de la hausse du prix du gasoil et de la perte de gros marchés. Fin 2005, elle recourt à un mandat *ad hoc*, une procédure qui vise à prévenir les difficultés de l'entreprise, avant de se mettre en redressement judiciaire l'an dernier. Aujourd'hui, Liabeuf et Sapin est en période d'observation jusqu'au 2 octobre 2009, avec à la clé deux possibilités : le plan de continuation ou le plan de cession. "Face aux difficultés, ne rien faire n'est pas la bonne solution, explique Karim Bouhaddane, le gérant. Il faut restructurer l'entreprise, arrêter certaines affaires non rentables, et j'ai dû licencier 60 personnes en août dernier. Mais il faut savoir prendre des dispositions mêmes quand elles sont douloureuses. Il en va de la survie de l'entreprise. Nous avons depuis mis l'accent sur la qualité pour améliorer la satisfaction clients. Dans cette période, nous avons eu la chance de garder leur confiance, tout comme celle des fournisseurs. Il faut, de toute façon, jouer la transparence."



**ISÈRE**

**SAINT-ÉTIENNE**

© Thales Angénieux

## Thales Angénieux primée par Hollywood

Fondée en 1935, la société spécialisée dans les objectifs de caméras pour le cinéma et la Défense, notamment, a connu de multiples rebondissements au cours de son histoire. Dans les années 1990, alors qu'elle emploie près de 600 personnes, elle subit de plein fouet la concurrence japonaise et les arrêts des contrats d'armement consécutifs à la chute du mur de Berlin. Reprise en 2005 par Philippe Parain, Thales Angénieux (CA 2008 : 33 M€, 250 salariés, Saint-Héand, 42) est repartie sur de bons rails. "L'une des clés : écouter le client et se mettre à sa place pour avoir un œil critique sur nos produits, explique le PDG. Et puis innover et développer le réseau commercial." Thales Angénieux a recruté une centaine de personnes depuis 2005. "Je me bats pour l'emploi, alors que la concurrence n'est pas équitable, relève Philippe Parain. Les Japonais sont soutenus par leur ministère des Finances et leurs chaînes de télévision s'équipent localement. Ce n'est pas le cas en France." Une grande satisfaction : le groupe s'est vu décerner en février un Oscar technique pour la performance de ses objectifs zoom.

### POUR CONTACTER LES CCI

**Ain** : 04 74 32 13 27  
**Drôme** : 04 75 75 87 70  
**Haute-Savoie** : 04 50 33 72 00  
**Isère** : 04 76 28 29 28  
**Lyon** : 0 821 231 251 (0,12 € TTC/mn)  
**Nord-Isère** : 06 12 52 38 24  
**Roanne** : 04 77 44 54 68  
**Saint-Étienne** : 04 77 43 04 63  
**Savoie** : 0 820 22 73 73 (0,09 € TTC/mn)  
**Villefranche** : 04 74 62 74 10

**LYON**

## Au secours des entreprises

"Face à une situation particulière telle que nous la connaissons, la CCI doit changer de rythme et s'adapter", explique Benoît Soury, vice-président de la CCI de Lyon. C'est ainsi que depuis le début du mois de janvier, elle a mis en place une brigade d'intervention rapide. L'objectif est de répondre rapidement et en toute confidentialité aux entreprises qui connaissent des inquiétudes ou sont en situation de risque. Suite à l'appel d'une entreprise au 0 821 231 251 (0,12 € TTC/mn), la brigade s'engage à répondre en 24 heures et à se rendre sur place pour mieux appréhender la situation. Constituée de huit experts, elle peut établir un diagnostic sur toutes les problématiques (financière, juridique, d'innovation, d'intelligence économique, etc.) et orienter l'entreprise vers le bon partenaire ou expert. À l'heure actuelle, la brigade suit douze entreprises industrielles travaillant principalement en sous-traitance. "C'est peu, mais beaucoup en termes d'activité économique et d'emplois", précise Benoît Soury.

●●● Par ailleurs, les chefs d'entreprise doivent mettre en place des outils prévisionnels à six mois. Aujourd'hui, elles ont déjà trois à quatre mois de recul par rapport à la crise et peuvent établir un chiffre d'affaires prévisionnel pour 2009."

### La nécessaire implication de tous les acteurs

Dans ce contexte exceptionnel, l'État a engagé un vaste plan de relance. Au total, 26 milliards d'euros de crédit et d'investissement seront débloqués cette année au niveau national pour soutenir l'emploi et l'activité économique. Au Conseil régional Rhône-Alpes, le

budget 2009 se veut, de son côté, un budget anticrise, avec le maintien du niveau d'investissement à 700 millions d'euros.

"Il est essentiel aujourd'hui que tous les acteurs continuent à agir ensemble", souligne Jean-Paul Mauduy. Au-delà des mesures de financement, la coopération et la confiance entre acteurs, au sein des filières, paraissent essentielles. Pour affronter la crise et en sortir renforcé, il est temps, notamment, d'instaurer de véritables solidarités entre donneurs d'ordres et sous-traitants. ■ **F. Combier**

\* Source CRCI, *Conjonctura*, mars 2009.

**Ce dossier, réalisé pour la Chambre régionale de commerce et d'industrie, est diffusé par les magazines :** *Présences*, Grenoble (34 000 ex.), *Info CCI*, Haute-Savoie (30 000 ex.), *Partenaires Savoie* (25 500 ex.), *Informations économiques*, Saint-Étienne-Montbrison (20 000 ex.), *Grand Angle 01*, Ain (19 000 ex.), *L'Économie drômoise* (20 000 ex.), *Nord-Isère économie* (14 400 ex.), *Roanne éco* (10 000 ex.), *Entreprendre en Beaujolais* (6 000 ex.).

**Photos :** F. Ardito (Nord-Isère, Isère), T. Béguin (Roanne), D. Gillet (Ain), V. Gout (Villefranche), D. Lattard (Drôme), Thales Angénieux (Saint-Étienne), F. Rumillat (Savoie).  
**Contact :** Magazine *Présences*. Tél. : 04 76 28 28 76.